

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

**RENTÉE SCOLAIRE :
ENTRE ACTIONS LOCALES
ET MOBILISATIONS NATIONALES**



Yasmina Attaf

Comme chaque année, la rentrée marque la vie de chacun. Au plan local, elle mobilise de nombreux acteurs : les équipes éducatives, les agents des services municipaux, les associations et l'ensemble des partenaires qui œuvrent pour un redémarrage serein et de qualité.

À travers les différentes actions menées, les services agissent pour le quotidien des habitants : accompagnement des publics, entretien du cadre de vie, soutien à la vie associative et éducative. Ces actions, souvent discrètes, contribuent à la réussite éducative des enfants en garantissant des conditions d'accueil optimale afin que chacun trouve sa place, de l'école au centre de loisirs.

Au plan national, les organisations syndicales enseignantes pour leur part regrettent que cette rentrée scolaire se fasse sous le signe de baisses de moyens et de personnel. Elles formulent plusieurs demandes : l'abandon du "choc des savoirs" et des groupes de niveaux, la revalorisation des salaires et des carrières, la mise en place de pré-recrutements massifs, l'augmentation des moyens humains et matériels, et l'instauration d'une concertation réelle avec les personnels.

Ces organisations appellent à la mobilisation dès la rentrée et réclament un "choc des moyens" pour l'école, en opposition aux mesures nationales actuelles qu'elles considèrent comme sélectives et inégalitaires.

C'est dans ce contexte où les attentes sont fortes, qu'il semble important de faire appel à la responsabilité collective pour assurer une gestion rigoureuse, attentive et tournée vers l'intérêt général et la proximité. C'est dans cet esprit que nous abordons cette nouvelle année scolaire.

GROUPE SOCIALISTE,
RÉPUBLICAIN, CITOYEN

**UNE MEILLEURE ÉCOLE
POUR UN MEILLEUR AVENIR !**



Christophe Bernier

La ville fait de l'éducation et de l'égalité des chances pour tous, un des axes de sa politique publique grâce au budget communal lié à l'enfance et à l'éducation.

Gennevilliers, dans le cadre de ses compétences, continue de prendre ses responsabilités en tant qu'actrice de la communauté éducative et agit pour offrir des moyens et des actions concrètes.

Mais l'ensemble de ces actions perdent de leur sens et de leur impact si l'Éducation nationale n'assure pas ses missions, dont la principale est la présence effective d'enseignant/es devant les élèves. Les situations se multiplient chaque année : professeurs absents non remplacés, remplacements fragiles par manque de personnel, etc.

La rentrée scolaire 2023 a été catastrophique : dix enseignants manquaient à l'appel pour 200 enfants, la situation s'était améliorée grâce à la forte mobilisation de la communauté éducative.

En 2024, la situation ne s'est guère améliorée : absences non remplacées de professeurs, non-renouvellement d'un contrat d'enseignant au collège, fermeture de la seule classe préparatoire AVPB au lycée Galilée. Et enfin, l'annonce de la fermeture de 17 classes dans le premier degré.

Notre majorité poursuivra donc encore à cette rentrée scolaire, son soutien à la mobilisation légitime des parents d'élèves et des enseignants pour une meilleure prise en compte des besoins des élèves de Gennevilliers.

LES ÉCOLOGISTES

**CONTRIBUTION
NON PARVENUE**

UNION DES GENNEVILLOIS.E.S

**UNE ÉCOLE PUBLIQUE FORTE :
L'EXIGENCE D'UN NOUVEAU CAP
BUDGÉTAIRE**



Véronique Desmettre

L'école publique constitue l'un des piliers fondamentaux de notre pays.

Les professeurs des écoles, les enseignants du secondaire et l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale méritent notre reconnaissance. Leur mission dépasse la transmission des savoirs : ils accompagnent nos enfants dans leur construction citoyenne et leur ouvrent les portes de la connaissance.

Ces femmes et ces hommes font preuve d'un engagement remarquable. Leur professionnalisme et leur dévouement constituent la force vive de notre système éducatif.

Les orientations budgétaires du gouvernement pour 2026 constituent un déni de cette réalité. Le budget de l'Éducation nationale décidé par le gouvernement révèle un décalage profond entre les discours et les actes.

Les suppressions de postes témoignent d'une logique comptable à court terme qui ignore les besoins éducatifs de notre société. Le gouvernement ne peut simultanément proclamer sa priorité à l'éducation et réduire les moyens alloués à cette mission fondamentale.

Cette politique budgétaire restrictive compromet la capacité de l'école à remplir sa mission d'égalité des chances.

L'éducation n'est pas une dépense mais un investissement pour l'avenir du pays. Cette austerité éducative alimente les inégalités qu'elle prétend combattre et pénalise prioritairement les élèves issus des milieux populaires.

Un changement de cap s'impose : revalorisation des rémunérations enseignantes, création des postes nécessaires, soutien aux innovations pédagogiques. L'école publique a fait ses preuves et mérite une politique publique ambitieuse, non les restrictions budgétaires actuelles.

ENSEMBLE POUR GENNEVILLIERS

**CONTRIBUTION
NON PARVENUE**

LES GENNEVILLOIS

**LES RAISINS
DE LA COLÈRE**



Lætitia Ghirardi

Cela fait très longtemps que les Français en ont marre de voir leur cadre de vie se déliter, inexorablement. Les « responsables » politiques se succèdent, qu'ils soient de droite, de gauche, du centre, mais n'ont jamais su répondre aux attentes, trouver les solutions aux difficultés que, tous, nous rencontrons. Aujourd'hui, si une grande partie de la population s'oriente vers les extrêmes, surtout à droite, il faut y voir l'expression d'un ras-le-bol généralisé, qui trouve sa source dans l'incapacité à traiter les vrais problèmes.

Trop souvent, la communication politique sert à travestir la réalité, tromper les esprits et, ce faisant, faire perdurer le mensonge. Ce mensonge est délétère pour la psyché collective car il marque l'écart grandissant entre la (dure) réalité vécue par les gens, et l'autosatisfaction (simulée) de nos dirigeants. Cette spirale est infernale car elle dessert l'intérêt général au profit d'un clan ; et quand la propagande est utilisée à cette fin, elle constitue un outil de manipulation plutôt que d'information, de défiance plutôt que de confiance.

Dans un tribunal, la justice se rend via un processus, un débat contradictoire, visant à faire émerger la vérité ; dans notre vie démocratique, il devrait en être de même car, disons-le, il n'y aura jamais de justice et de cohésion sociale si on ne commence pas par appeler un chat un chat, par dire ce qui est. C'est à partir de là qu'un véritable travail peut s'amorcer afin de résoudre les difficultés, et redresser petit-à-petit la situation. Les idéologies ont leur limite : elles ne permettent pas d'appréhender le réel à 360°.

Ainsi, les Insoumis sont soumis à leur dogme et, à dire vrai, il en va de même pour tous les clans politiques. Chacun détient une part de vérité, aucun ne peut avoir de prétention hégémonique, au risque de tromper les personnes que nous sommes censées servir. Ce que veulent les habitants, les Gennevillois, ce sont des solutions concrètes et des problèmes concrets ; pas des solutions du XX^e siècle pour des problèmes du XXI^e. Il y a un nouveau chemin à trouver, un chemin vers le respect de chacun, et l'unité de tous.

LES RÉPUBLICAINS

**LA FRANCE
DES HONNÊTES GENS**



Philippe Hallais

La société française fonctionne actuellement comme « un canard sans tête », c'est-à-dire sans vision du futur.

1. Le blocage dans le monde politique est prégnant. Notre président se contente de voyager, se transformant en Stéphane Bern auprès des familles royales européennes. Au niveau du parlement, l'ordre des choses n'est pas au mieux : les scènes récurrentes dignes d'un cirque, souvent du fait de l'extrême gauche, ne peuvent qu'entraîner les Français vers le désarroi, voire à la résignation.

2. Les incertitudes économiques sont également patentées. Selon l'Insee, environ 5 400 entreprises sont défaillantes chaque mois depuis plus d'un an. À noter que l'État français emprunte maintenant à un taux bancaire supérieur à celui dont bénéficie l'Italie. Les industriels et les agriculteurs sont en permanence sous les menaces de changements de normes, de taxes. Une société ne peut se bâtir durablement qu'avec la stabilité fiscale et normative. Les menaces d'augmentation d'impôts et les rumeurs d'interventions du FMI incitent les citoyens à épargner et les entreprises à ne pas investir. Il est vital de ne pas décourager entrepreneurs et artisans.

3. Les volte-face successives concernant les questions énergétiques fragilisent l'assurance correcte de distribution électrique aux entreprises et aux citoyens. Allons-nous subir des black-out répétitifs, comme en Espagne, au Portugal, en Tchéquie, conséquences du nombre trop important d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques ? Allons-nous supporter les augmentations notables des factures d'électricité afférentes (multipliées par 2 depuis 2010 et bientôt remultipliées par 2 d'ici 2028) ?

Nous devons reconstruire notre Patrie, celle des honnêtes gens, celle qui ne pille pas, qui n'agresse pas, mais qui travaille, qui respecte tout un chacun et l'autorité. La France est à l'arrêt et il est impératif de la redémarrer avec les honnêtes gens. La rentrée sera cruciale pour l'avenir de notre pays.

**LES CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES
DANS CES PAGES
N'ENGAGENT
PAS LA RÉDACTION
DE GENNEVILLIERS
MAGAZINE**